

Nouveaux cahiers colombiens N°3

VILLE ET GUERRE SOCIALE EN COLOMBIE

Trois expériences de résistance urbaine

Quelques textes ramenés de Colombie constituent cette brochure. Tous ont en commun de témoigner d'expériences de résistance en ville qui nous intéressent particulièrement car, nous aussi citoyenEs, nous nous confrontons aux mêmes recherches, aux mêmes types de contradictions et propositions de ruptures.

Au cas où :

Au moment de nos rencontres avec les personnes qui s'expriment dans cette brochure, des élections sont à venir (en mai 2006). La Colombie est gouvernée par un régime de droite dure, dirigée par Alvaro Uribe Velez, qui a changé la constitution pour pouvoir se faire réélire. Sa politique de « sécurité démocratique » s'exprime entre autre par un soutien ouvert et inconditionnel au capital et par une répression féroce de toute résistance. Par cette affirmation, on ne veut pas dire que les gouvernements précédents, moins durs, avaient des optiques politiques différentes, mais peut-être qu'elles étaient seulement menées de manière moins ostentatoire. Uribe s'est cependant différencié en décidant ouvertement d'en finir militairement avec les guérillas, s'appuyant sur la lutte contre le terrorisme relancée après les attentats du 11 septembre 2001.

Les gouvernements colombiens affichent un soutien total au gouvernement américain (Clinton comme Bush) qui le leur rend bien parce qu'il se doit évidemment d'accompagner « le seul Etat stable d'Amérique du sud », et d'éradiquer la cocaïne. Cette complicité entre les deux Etats s'est matérialisée par le « plan Colombie » qui consiste en un apport de matériel militaire, de soldats spécialistes, de fonds pour construire des routes et autres infrastructures à utilisation militaire et économiques, de saccages de toutes la région andine et amazonienne. La formation américaine de militaires colombiens, comme dans le reste du continent, complète ce mode d'intervention.

Au travers de ce plan contre la drogue, il s'agit d'éradiquer la guérilla et toute forme de résistance à l'expansion du capital. Cette résistance s'exprime en effet, entre autre par des guérillas, qui sont, aujourd'hui, essentiellement les FARC¹ marxiste léniniste, et l'ELN² plutôt guévariste. La résistance armée existe depuis des décennies et est présente surtout dans les campagnes où les guerillas ont historiquement construit leur base sociale et établi leurs bases arrières. Il n'y a aujourd'hui quasi plus de présence armée des guérillas en ville, en revanche, sans s'afficher, elles continuent un travail d'agitation sociale. Beaucoup d'autres gens organisés ou non font également un travail populaire en ville ou à la campagne. Mais, aujourd'hui toute personne exprimant une résistance peut être taxée de terroriste, de subversif (un peu comme partout maintenant il est vrai). L'Etat, sous prétexte de lutte anti-guérilla, s'attaque essentiellement aux organisations populaires. Ceci oblige donc chacune qui veut militer et protester, à utiliser en public un vocabulaire très démocratique. C'est ainsi que des rencontres pour la sauvegarde de la faune et la flore sont proposées, dont le but sera en fait de s'organiser contre l'invasion d'une multinationale dans la région. Ou encore on réalisera une marche massive pour la vie, qui condamnera le terrorisme d'Etat et les politiques néolibérales. Soit disant pour répondre à la guérilla, des groupes paramilitaires se sont formés. Ils sont à la solde des grands propriétaires ou des grosses entreprises locales ou internationales et font le travail que la police et l'armée ne peuvent faire ouvertement. Il semble même que le paramilitarisme soit conçu comme une partie de la stratégie militaire des Etats-Unis pour leurs voisinEs du sud, et que la création de groupes de civils armés formés et contrôlés par l'armée officielle soit orientée par les manuels et cours d'instruction militaire (ce qui expliquerait la présence de ce phénomène en Colombie mais aussi au Mexique, Guatemala et ailleurs). Ils servent surtout à prendre contrôle des régions qui

¹ FARC= Fuerzas armadas revolucionarias de Colombia, www.farc-ep.org et www.redresistencia.org

² ELN= Ejecito de liberación nacional www.eln-voces.com et www.patrialibre.org

représentent des enjeux économiques en déplaçant les populations grâce aux massacres de masse, ou aux assassinats sélectifs des dirigeants d'organisations sociales. On s'aperçoit vite que la présence paramilitaire est très forte là où se situe une entreprise qui appartient à la famille de l'ex-président, du président actuel, de Bush, Clinton, des intérêts espagnols, anglais... bref, rien de neuf mais rien de mal à le rappeler.

Voilà, un rapide portrait de ce beau pays qui sera complété par ces 3 interviews venant d'expériences de résistances urbaines. Cali, Carthagène, Bogota, trois villes mondialement connues présentées ici par des rappers, un syndicaliste de coca-cola, et des étudiantes qui jardinent dans la ville. Il nous semble intéressant de partager d'une part, les mécanismes de lutte et résistance dans ce contexte de guerre (d'agressivité) et d'autre part, les formes d'organisation et d'autogestion de ces communautés (qui profitent de l'absence des droits sociaux et services d'Etat).

La lourde présence américaine sur ce continent explique la farouche volonté de s'opposer aux USA et certaines options prises par des gauchistes en Amérique centrale ou du sud. Nous avons laissé les interviews sans annoter les points avec lesquels nous sommes en désaccord, notamment le rapport à l'Etat, pensant que chacunE est à même de constater qu'il existe des différences. En Colombie, plus d'une fois, séparément, nous nous sommes retrouvées dans cette position, discutant avec des camarades tenant des propos que nous trouvions étonnants. Et pourtant ce sont souvent des personnes avec lesquelles, si nous vivions au même endroit, nous nous retrouverions dans la lutte.

DE L'OCCUPATION AU HIP HOP:

Une rencontre avec Zona Marginal

Zona Marginal est un groupe de hip-hop d'Agua Blanca, quartier populaire de Cali. Il est composé de trois musiciens qui font aussi un travail social dans leur quartier, peuplé majoritairement d'Afro-colombiens.

Ce groupe est venu en Europe durant l'hiver 2004-2005 ; c'est à l'occasion de leur tournée en Suisse que nous les avons rencontrés.

Le texte qui suit est une compilation des notes prises durant trois conférences-débats organisées avant des concerts. Nous les avons arrangées afin de pouvoir les présenter sous une forme écrite qui reflète leur discours, certaines formulations sont de nous, de même que certaines précisions de contextualisation. Nous espérons ne pas avoir trop transformé les propos des amis de Cali.

Situation générale de la Colombie et de Cali

La Colombie est un des pays naturellement les plus riches d'Amérique du sud par la diversité de ses climats, la présence de la cordillère des Andes, la diversité de la faune et de la flore et ses ressources naturelles (gaz, charbon, eau, pétrole...), c'est aussi le seul pays du continent à avoir accès aux deux océans. Il est habité par 40 millions de personnes dont 3 à Cali qui est la troisième ville économique de Colombie.

La population est divisée en seulement deux classes sociales, les riches et les pauvres, comme le néolibéralisme est en train de l'imposer partout dans le monde. A Cali, et c'est la même chose dans les autres villes colombiennes, il y a 80% de pauvres qui travaillent et rendent les autres riches. Les riches sont peu nombreux mais ont tout le pouvoir.

Actuellement, le gouvernement est particulièrement répressif et fasciste. Il déclare bien sûr vouloir améliorer la situation mais elle s'aggrave ; moins de sécurité sociale, moins d'université publique, mais beaucoup plus de répression sous prétexte de mettre fin aux « violences ». La privatisation de tout ce qui est public pour plaire à Bush et aux multinationales n'y est pas pour rien.

Uribe, l'actuel président, dit vouloir « démocratiser pour mettre fin à la guérilla » grâce à son « plan de sécurité démocratique » qui s'appuie sur des méthodes et un discours très guerriers. Il n'aime pas la contestation. Les médias le soutiennent totalement et font un travail de propagande énorme. Uribe a déclaré que tous ceux qui travaillent pour les organisations de droits de l'Homme sont des amis de la guérilla. Le gouvernement fait beaucoup de « montages » contre ceux qui protestent. C'est-à-dire qu'il crée des preuves de collusion avec la guérilla et trouve des témoins pour justifier la condamnation de contestataires. Il surfe sur la vague mondiale contre le terrorisme pour criminaliser et condamner les opposants.

Il faut savoir aussi que les aides internationales sont plus investies dans l'armement que dans les aides à la population. Quand le gouvernement refait une route, c'est plus en pensant à la circulation de l'armée ou à l'emplacement futur d'une grosse entreprise qu'aux habitants de la région.

La coopération internationale participe clairement à cette politique répressive, qui est bénéfique aux intérêts économiques de leurs transnationales : en vue de la création de la zone de Libre Echange des Amériques (ALCA) et de l'accord de Libre Echange (TLC) [1] pour mieux positionner le capital étranger et ses entreprises, le Plan Colombie apparaît comme une stratégie claire de soutien militaire pour « balayer » toute résistance.

Deux ans après l'élection d'Uribe, malgré ses discours, la guérilla et les paramilitaires sont toujours là. Les paras font un travail de nettoyage social contre ceux qui protestent. Ils ont même des représentants politiques [2]. Sous couvert de la lutte contre la guérilla, beaucoup de dirigeants syndicaux et de mouvements sociaux ont été tués, sans parler des milliers de prisonniers et de disparus. Par ailleurs, la guérilla n'a pas disparu. Mais qu'est-ce qu'il croit ? La guérilla dure depuis plus de 40 ans. Il pensait y mettre fin en quatre ans ! Les gens y ont cru... c'est fou que 500 ans après on puisse encore croire à ça.

Malgré l'adversité, il ne faut pas croire que l'on reste les bras croisés, il se développe des organisations parallèles pour survivre. Dans tous les recoins du pays des gens résistent : paysans, jeunes, femmes, indigènes, syndicalistes...

En plus de ces mouvements sociaux, il existe des alliances politiques pour s'opposer à la réélection d'Uribe. Même si l'an passé une de ses propositions a été rejetée par référendum, ça reste difficile de s'opposer comme ça à lui.

A Cali il y a environ 40 ans, des gens se sont installés sur les plaines et marais qui bordaient la ville. C'étaient ce qu'on appelle ici des déplacés ; ils fuyaient leurs campagnes pour diverses raisons [3]. Cette occupation a donné notre quartier : Agua Blanca. Au début, les flics jetaient dehors les occupants, puis ces derniers se sont organisés, ils ont alors représenté une force avec laquelle il a fallu composer. Aujourd'hui, une partie des terres a été achetée par ses habitants, on doit donc payer un impôt de propriétaire ! Ce mode d'occupation continue à Agua Blanca, et ailleurs car l'administration ne veut plus donner de terre aux gens. Occuper est une obligation pour avoir un toit car il n'y a même pas assez d'argent pour manger. Bien sûr il y a des gens qui louent à Cali ou dans le quartier, mais il y a des conditions tellement hallucinantes, par exemple ne pas avoir d'enfants ou alors signer pour un an sans avoir aucune garantie de rester... Donc la plupart ne peuvent pas louer.

Situation des jeunes et résistance dans les quartiers populaires.

La « crise » fait exploser les problèmes, logique qu'il y ait donc plus de prostitution, de guerre de gangs... Quand c'est la misère, il est facile de payer quelqu'un pour tuer. Du coup la violence est importante, on se tue pour un regard, les embrouilles prennent une autre tournure... Aujourd'hui, beaucoup de jeunes forment des gangs de tueurs à gages ou entrent dans des filières de trafiquants... Paramilitaire est devenu un emploi. L'Etat augmente la répression : plus de flics, de torture, de taules... Les flics mettent des amendes aux jeunes, leur confisquent des armes puis les leur revendent... La jeunesse est toujours stigmatisée et délaissée mais l'énergie qu'elle dégage provoque des changements dans la société. Aujourd'hui dès que tu veux faire quelque chose de positif, sport, musique, instruction... tu dois payer. L'Etat n'a aucune politique d'appui à la création culturelle.

La répression a donné de la force aux organisations communautaires et sociales. Elles peuvent créer un climat qui donne d'autres idées aux jeunes. Il y a, par exemple, des gens qui font pression sur l'Etat pour faire respecter les droits fondamentaux ou pour obtenir de l'argent. Il y a tout un travail qui se fait pour faire respecter les droits des jeunes face à la répression militaire, aux assassinats sélectifs, ou dans les prisons... Nous, on ne fait pas forcément un travail spécifique sur les prisons, on continue seulement de suivre ces jeunes, car les jeunes emprisonnés sont nous-mêmes, nos voisins. En plus, il y a parfois des frictions avec les prisonniers politiques, et il faut faire attention à ce qu'ils ne versent pas du côté des paras... Ca, c'est notre boulot parce que la plupart des ONG ou associations ne s'occupent que des prisonniers politiques.

Pour la justice, quand il y a un problème dans nos quartiers, c'est dû à la guerre des gangs. Alors, des gens obligent la police à enquêter et souvent on s'aperçoit que les flics sont très impliqués dans le problème, plus que les gangs.

Il y a d'autres groupes qui vont aider, créer, renforcer les initiatives de jeunes dans le but de créer une contre-culture face à la culture dominante néo-libérale. Il y a aussi des initiatives de radios communautaires avec des messages différents de ceux des bourgeois. Toutes ces activités sont faites avec « nos voisinEs », avec leur conscience qui vient du quartier et qui diffère de celles des associations ou partis de gauche. Il faut renforcer les expressions sociales de ces quartiers, qu'elles soient artistiques, ludiques ou autres. Dans nos quartiers, il manque en général des trucs avec les enfants, les femmes, des bibliothèques, des garderies collectives... Tout cela permettrait une éducation de base pour la conscientisation et la transformation de la société. Toutes ces activités peuvent être vues comme des espaces subversifs.

Pour nous, le travail social c'est exiger des droits à l'Etat et lutter pour la transformation sociale. Alors que, pour l'Etat, le travail social est un travail de soumission et de dispersion des organisations sociales. C'est un discours de paix sociale : vivre en paix, convivialité, respect du voisinE... C'est nier l'exploitation, la lutte de classes et les intérêts contradictoires. Cela se retrouve dans le budget général : des millions pour la guerre et quelques dollars pour des projets qui sont de toutes façons sans intérêts.

Notre boulot se fait par volontariat et conscience, pas en tant que profession. Notre idée est de montrer que la situation est due à des manœuvres du gouvernement actuel et des précédents. Dans notre quotidien on essaie de casser les schémas très présents dans nos quartiers selon lesquels celui qui assure c'est le caïd, avec de l'argent, etc.... On essaie de montrer que l'important c'est de lutter ensemble et non de se mettre en rivalité, qu'il ne faut pas se tromper d'ennemi.

Notre travail se fait à travers la Casa de la juventud, notre organisation, et consiste en plusieurs choses : aider à la légalisation des occupations, c'est-à-dire donner des outils aux gens pour y arriver ; chercher des initiatives face aux propositions de l'Etat ; dynamiser l'esprit de la lutte ; accompagner des gens au poste de flics, pour qu'ils enquêtent au sujet des assassinats vite classés par la police et souvent commis par elle-même. On essaie de structurer l'organisation sociale en organisation politique.

On propose un programme d'éducation pour ceux et celles qui ont lâché leurs études. Education centrée sur la critique, différente donc de ce que propose l'Etat. En ce moment à Cali, une nouvelle loi empêche les cours du soir, seul moyen pour beaucoup de pauvres de suivre une formation. Donc un des projets consiste aussi à financer, avec la mairie, des écoles de formation. On fait aussi des formations en droits de l'Homme, en manifestation culturelle, en concepts politiques, des écoles de leader [4]...

En ce moment nous essayons de consolider un espace qui s'appelle « semaine de la jeunesse pour la dignité et les droits de l'Homme ». Cette rencontre est un prétexte pour que tous les petits groupes qui s'organisent et résistent puissent se rencontrer, partager des expressions de résistance, se renforcer dans leur lutte contre le gouvernement, sans passer par une organisation rigide.

Il faut aussi éduquer la base populaire en permettant l'accès à une information alternative à celle de la presse bourgeoise, comme ça été fait par exemple avec « radio alternativa » qui a été fermée il y a 2 ans car les radios commerciales se plaignaient.

On propose aussi une formation pour la commercialisation de l'artisanat et les entreprises communautaires ; l'idée n'est pas d'accumuler du capital mais d'aider la communauté. On favorise une économie solidaire et le

troc, ce qui permet aussi de gagner en indépendance face aux grands magasins. Quand on parle de contre-culture, on veut dire créer quelque chose de critique contre le gouvernement et plus rattaché à la réalité locale. Utiliser « la malice indigène » pour se démerder plutôt que chercher à trouver un emploi. Privilégier les entreprises communautaires ou familiales face au système économique en place. On commercialise des produits agricoles en supprimant les intermédiaires, on passe directement du paysan au quartier populaire. Comme ça, on s'assure une sécurité alimentaire et le paysan s'y retrouve aussi.

De manière générale, on a le projet d'essayer de supprimer les intermédiaires et de produire les choses dont on a besoin dans le quartier. On se les échange puisqu'il n'y a pas d'argent dans ces quartiers. Plutôt que de vendre nos produits pour avoir de l'argent et ensuite pouvoir acheter ce dont on a besoin, il faut passer directement à l'échange.

On a un rapport différent au travail salarié en Colombie et ici. Ici, vous avez des subventions, ou encore vous pouvez récupérer des trucs dans les poubelles des magasins ou des riches. Chez nous l'Etat ne laisse rien, les riches non plus et t'as du mal à accéder à leurs poubelles et surtout il y a beaucoup moins de surconsommation. Donc si tu bosses pas t'as pas un peso et comme y a pas de quoi récupérer non plus...

Le travail salarié dans les secteurs populaires se fait toujours dans des conditions indignes ; en général tu dois faire l'esclave chez les riches, et les quelques droits du travail existants se dégradent. Comme indication, le salaire minimum pour un fonctionnaire est de 100 euros, pour un prof de 200 euros et il finira à 460 (un repas c'est 1 euro, une pièce locative c'est 50 euros par mois, un trajet intra-urbain en bus c'est 0,50 euro). Dans une même boîte, il peut y avoir de grosses différences de salaires. Tout est fait pour développer le clientélisme. Si le gouvernement change, tous les fonctionnaires changent. Certes, fonctionnaire reste une stabilité et ce poste est un espoir pour beaucoup, même si les privatisations provoquent aussi un changement du statut.

Même les emplois dans les quartiers populaires nous sont refusés. Dans les magasins on emploie des gens d'ailleurs, par peur des gens du quartier, qui sont en plus souvent afros ou indiens, et sont considérés comme des voleurSEs. Les CV des jeunes ne sont jamais retenus. Donc il n'y a jamais de boulot ; il faut trouver des astuces pour survivre. Souvent c'est du travail informel : vendre des trucs dans la rue, éliminer des insectes...

Ces boulots de rue sont souvent réprimés parce que ça fait moche dans les rues de riches. Les charrettes pour le recyclage des poubelles sont tirées par des chevaux. Un cheval au milieu des voitures ça ne plaît pas au maire qui n'a autorisé ce boulot que dans les quartiers pauvres... Les vendeurSEs s'organisent donc, se regroupent et demandent des droits... La combine amène la lutte.

Comment les jeunes s'enrôlent-ils dans le conflit ?

Le service militaire est obligatoire et dure 1 an, ou 2 ans si tu ne fais pas d'études ; en plus les personnes sans baccalauréat sont envoyées directement au combat. Sans livret militaire tu ne trouves pas de travail. Les riches paient pour obtenir leur livret et font rarement leur service, en tous cas pas sur le terrain. Voilà pourquoi on s'engage dans l'armée.

Les paras font de la présence dans les villes, les quartiers, et payent leurs recrues. Deux fois un salaire habituel. Ils offrent en plus un portable et un flingue. C'est une arnaque car les salaires sont rarement versés et que l'on ne peut pas en sortir.

Dans la guérilla, il y a plus de liberté mais pas de salaire. Ceux qui s'engagent sont souvent des paysans démunis qui habitent dans une zone où il y a la guérilla et qui partagent les valeurs de la lutte. Ils n'ont souvent

pas d'autres solutions que de prendre les armes. Dans tous les cas, les pauvres restent pauvres. D'autres, comme nous, ne font pas leur service militaire ni la guérilla mais s'engagent autrement.

La construction sociale hors des partis de gauche

La situation de crise crée une ambiance qui permet de lutter contre ce qui amène les problèmes, de créer de la résistance. Devant la répression actuelle, se recrée une unité et un front contre la politique menée par le gouvernement. Dans les quartiers, on travaille sur l'idée de communauté avec par exemple chez nous une identité afro-colombienne. Même si certains essaient de faire échouer ces constructions communautaires, c'est ce que l'on essaie de bâtir. On fait un travail politique, mais pas de politique politicienne. Par exemple, si un terrain est occupé, on aide à continuer la lutte au-delà de la situation d'urgence. Autre exemple : lors de la tentative de privatiser leurs services publics, les quartiers populaires se sont mis en lutte contre cette privatisation.

Par exemple, lors de l'occupation des tours des entreprises des services d'eau et électricité de Cali EMCALI par des membres du syndicat SINTRAEMCALI en décembre 2001, nous avons chanté en soutien en bas des bâtiments et les communautés du quartier étaient présentes pour manifester notre soutien et les accompagner dans la lutte.

Si le peuple n'accompagne pas le projet de transformation sociale, ce projet n'ira pas loin. La masse, le peuple, doit participer et doit être formé, savoir de quoi il s'agit, connaître son histoire...

Réactions face aux problèmes de sécurité, face aux gangs souvent payés par les paras ...

Dès que tu fais du travail social ou politique tu prends un risque. Tu es accusé d'appartenir à la subversion, tu peux être menacé physiquement... C'est pour ça que les choses se construisent autour d'affinités. Et dans la rue, tout le monde est ensemble. On sait quand quelqu'un part (guérilla, para...). Quand quelqu'un d'inconnu arrive on le sait, et on se le communique. Et puis aussi, de plus en plus, tout le monde sort dans la rue quand les flics interviennent chez nous.

La Casa de la juventud est menacée de façon permanente. Le directeur doit se promener avec deux escortes en voitures blindées [5].

Le rapport entre le quartier et les guérillas

Notre travail n'est pas le même que celui des guérillas. Disons que ce sont des processus de résistance différents, et que chacun a sa façon de lutter. On respecte complètement les guérillas, mais c'est un peu la guérilla contre l'armée ou contre les paras et la population reste en dehors. On est souvent loin de ça, les secteurs populaires sont dans une démarche de démerde quotidienne. En règle générale, les quartiers ne sont pas politisés ni pris en compte par des groupes politiques. Notre travail est justement d'essayer de donner une dimension politique à ces expressions populaires, à la démerde.

La guerre ne peut être réduite à une guerre Etat contre guérillas. Il y a aussi une guerre contre les secteurs populaires. Nous faisons partie de la guerre contre le gouvernement, même sans prendre de fusil. La guerre est due à l'attitude de l'Etat qui refuse les contestations, pas à ceux qui résistent. Il y a une partie de la population qui croit les mass médias et dit que la guerre c'est les guérillas.

La musique

Zona Marginal existe depuis 1994 ; à l'époque, nous avions un esprit plus commercial et on s'appelait New Power. En 1997, avec une formation politique et sociale plus poussée, on est devenu Zona Marginal. On a fait notre premier album en 1999 à Cali avec une ONG suisse et en 2004 notre deuxième. Nous ne voulons pas enregistrer pour une multinationale, on a créé notre propre label. On a créé Cali Rap Cartel, un petit studio ouvert. C'est un espace où convergent les jeunes d'Agua Blanca. On explique aussi comment fonctionnent les programmes radio.

On nous demande toujours si ça ne nous paraît pas paradoxal de faire du rap, la musique des yankees plutôt que de la salsa. Mettons-nous d'accord, toutes les musiques sont récupérées, y compris le rap et dans tous les genres de musiques il y a des artistes cons, surtout ce qui passe à la radio commerciale.

Le rap est lié à notre contexte urbain et correspond à notre génération, à ce qu'on écoutait et ce qu'écoutent toujours les jeunes dans nos quartiers. On pourrait se dire, il faut revenir à la musique traditionnelle qui fait partie de notre histoire, de chez nous, pour ne pas participer de cette uniformisation de la culture car, comment résister si les référents utilisés sont extérieurs à l'identité nationale ? Une fois encore, toute culture sera reprise par le pouvoir. Ce qui compte c'est ce que tu en fais. Et puis si on veut réfléchir comme ça, qu'est-ce que tu fais de toutes les expressions populaires reprises par l'extrême droite ?

Il est certain qu'il existe encore des paysans qui chantent el vallenato, et qu'il existe encore de la salsa engagée, mais nous, on fait du rap. A Cali, il y a une grosse histoire de la salsa avec un message social. On a été bercé par cette salsa. Mais, la salsa nécessite un matériel inaccessible dans les quartiers populaires, contrairement au rap. Pour faire du rap pas besoin d'instruments ni de local, ni rien... Souvent t'as un ou plusieurs potes qui font la be box (bruitage) et toi tu rapes dessus. Peu à peu, le rap a remplacé la salsa mais il n'y a pas de rupture, par exemple on reprend Willie Colon, Ruben Blades et d'autres.

Il n'existe pas une seule culture mais des cultures et elles se construisent dans un contexte. A Agua Blanca on crache sa rage avec du rap. A Medellin avec du rock, du punk... Dans d'autres coins avec de la salsa ou autre... Et puis faut arrêter avec la sacro-sainte salsa engagée, qui serait pure ; Pablo Milanes et d'autres artistes engagés font leurs concerts à de tels prix que personne du peuple ne peut même envisager d'y aller.

On nous dit aussi que l'iconographie du rap laisse à désirer et qu'elle ne pousse pas les déplacés à revenir à la campagne. Le pouvoir récupère tout de toutes façons, et puis à la base les rappers s'habillaient ainsi par opposition aux costards. Dans nos quartiers, le style gringo ne marche pas totalement à cause de la chaleur et il n'y a pas de marques, donc on doit réfléchir à notre propre mode.

Comment établir un lien entre ici et la Colombie ?

Premièrement, aller en Colombie pour comprendre et rencontrer des gens. Ensuite, organiser des espaces ou des moments de solidarité avec la Colombie. Et surtout, concrétiser des choses ensemble, se retrouver dans des projets communs.

AMOR Y PAZ

[1] Six mois après ces interviews, Uribe promet une loi dite de justice et paix qui garantit plus ou moins l'impunité aux paras s'ils se dénoncent et désarment, ainsi que la possibilité d'incorporer ou de créer des structures légales qui oeuvrent pour la « sécurité du pays ». Evidemment beaucoup profitent de cette

opportunité pour se mettre à l'abri de la loi pourtant peu agressive envers eux et surtout pour continuer légalement leur sale boulot.

- [2] TLC : Traité de Libéralisation du commerce au profit unilatéral des USA et aux dépens du pays d'Amérique latine signataire. Le TLC se comprend comme un morcellement de l'ALCA (traité précédent : Zone de Libre Echange des Amériques) qui se trouve dans une impasse. Malgré une importante résistance populaire, ces traités sont sur le point d'être signés.
- [3] La possession de la terre en Colombie est le sujet de grands conflits. L'appropriation de terrains par la classe dominante s'est continuellement faite dans la violence en créant au long de l'histoire des millions de déplacés : des indigènes des plaines vers les montagnes aux temps de la conquête, des paysans vers les villes plus récemment et encore actuellement, pour satisfaire des projets agro-industriels ou d'élevage extensif... Finalement des populations, des peuples entiers ont été déplacés pour laisser des territoires à de futurs mégas projets.
- [4] Le terme « école de leader » recouvre plusieurs types de formations (défense juridique, histoire politique, gestion de groupe, statuts associatifs, etc....) et différentes réalités suivant les lieux et les personnes qui s'en occupent.
- [5] Escorte: A cause de toutes les dénonciations pour non-protection des gens menacés, l'Etat colombien s'est vu obligé par l'OEA (Organisation des Etats Américains) de fournir des mesures de protection aux personnes qui arrivent à prouver qu'elles sont l'objet de menaces : talkie-walkie, voiture blindée, garde du corps, arme. Le cynisme de la chose est que les gens protégés sont menacés par ce même Etat. Evidemment, le gouvernement le fait pour se donner une vitrine démocratique. En fait, généralement les gardes du corps sont des membres du DAS (voir note suivante). Ou alors, parfois, ce sont des personnes de l'organisation menacée mais formées par le DAS et qui doivent rendre des rapports à ce dernier.
- [6] DAS: Département Administratif de Sécurité. C'est la police politique colombienne ; elle gère aussi d'autres aspects comme l'immigration...

UN REGARD SUR L'AUTRE CARTAGENA

Cartagena est la ville phare du tourisme étranger ou local en Colombie. Son emplacement sur la côte caraïbe, la préservation de la vieille-ville et des fortifications en font un grand point d'attraction. Grâce à son port important, Cartagena est également un pôle économique capital.

On connaît moins bien l'autre Cartagena, bien plus grande, là où vivent les pauvres locaux. Il est très important pour les gens de là-bas de faire connaître cette « autre Cartagena ».

Le texte suivant est une compilation de discussions avec un membre de Sinaltrainal (syndicat du secteur de l'agro-alimentaire, présent au niveau national, qui mène la lutte contre Coca Cola et maintenant contre Nestlé) [1] de Cartagena, en août 2005.

Cartagena est présentée comme la ville des cartes postales : plages de sable blanc, mer bleue, vieux monuments, centre historique plein de couleurs et de vieux bâtiments tout propres ; c'est la ville où viennent les investisseurs, où l'on fait les conférences, où l'on rencontre l'ex-président Clinton en 2000 pour y parler du Plan Colombie, où l'on signe les accords style TLC [2]... Pourtant, il existe une autre Cartagena, parfois à seulement deux rues, dans laquelle il y a les pires bidonvilles de Colombie. Sur 1 million d'habitants, il y a 750'000 prolétaires, pauvres. Des familles qui se nourrissent d'agua de panela [3] épaissie avec du papier journal.

Il n'y a plus d'hôpital public en ville ; le dernier, pourtant assez récent, a été fermé il y a peu. La mairie lui a purement coupé les fonds et a viré ses employés. Il reste un bâtiment vide surveillé par des vigiles. La santé est à présent aux mains des cliniques privées qui parfois touchent des subventions pour soigner les plus pauvres quand c'est possible. Souvent cela se limite à leur annoncer le diagnostic, et pour les soins de toutes façons c'est trop cher ! Si tu ne peux pas payer, tu crèves. Tout ça est le résultat de la crise colombienne.

Les gouvernements veulent faire de cette ville un superbe centre touristique qui rapporterait des fonds et qui laverait un peu d'argent sale. Alors forcément, ils essaient de virer les prolétaires de certains lieux clés. Par exemple la plage populaire de la Boquilla. Elle est occupée par des gens qui essaient de gagner leur vie en offrant des services touristiques. A certaines périodes c'est rempli, mais, à d'autres, ils attendent et pas un touriste ne se pointe. L'idée de ceux qui nous gouvernent est de virer ces gens et de construire une côte plus adaptée aux plaisirs des bourgeois, une vraie zone touristique qui leur rapportera beaucoup plus. On voit déjà de nouveaux bâtiments luxueux, des hôtels se rapprocher de la Boquilla...

Le tourisme ne profite pas du tout à la communauté. Même lorsque cela crée des emplois, ce ne sont jamais les gens du quartier qui sont embauchés, de peur qu'ils soient dangereux !

Le phénomène des moto-taxis se développe depuis peu. C'est un service de taxi, mais à moto. En fait ce sont des ex-flics, des ex-militaires ou des paracos [4] qui ont des parcs de motos et qui louent ces véhicules à 15'000 pesos [5] environ par jour. Sans aucune formation, des prolétaires leur louent les motos, prennent en charge essence et problèmes techniques, et essaient de gagner leur vie avec des courses à 2000 pesos. Le nombre de chauffeurs qui se tuent est hallucinant. Un dimanche soir il y en avait 25 à la morgue.

Ici, on est au centre commercial, construit sur les ruines d'un quartier pauvre expulsé. C'est beau le rêve de la bourgeoisie, non ? Le samedi, c'est plein, des prolétaires aussi viennent pour rêver. Des centres commerciaux comme celui-là, on en construit partout. Ensuite, on les entoure de quartiers de riches, quitte à les mettre dans des appartements et non plus dans des maisons. C'est fou ces nouveaux logements en immeuble, sans espace, surtout avec cette chaleur, je trouve ça inhumain.

Je suis employé à Coca-cola depuis 23 ans comme chauffeur et chargeur-déchargeur de camion. Depuis 11 ans, je travaille de nuit de 22h à 6h.

La situation de l'emploi est assez difficile. Tout le pays est sous le coup d'une loi, dite la loi 50, selon laquelle si tu n'as pas accumulé dix ans de travail dans une entreprise avant 1990, tu peux être renvoyé sans préavis. Evidemment, les entreprises ne se gênent pas. Elles embauchent quelqu'un pendant six mois puis le jettent. Il n'y a aucune stabilité de l'emploi. Les entreprises comme Coca essaient d'employer le moins de gens possible. Ainsi, elles font de la sous-traitance en passant des contrats avec des coopératives de vente. Elles incitent les ouvriers à créer des boîtes qui vont s'occuper de tout ce qui est vente, comme ça elles se déchargent au maximum de cet aspect risqué du circuit économique, et peuvent rompre les contrats quand bon leur semble. Tout ceci crée encore plus de précarité et influe aussi sur nos capacités à résister. Nous sommes de moins en moins nombreux à être syndiqués parce qu'il y a de toute façon moins de salariés et que tous les compagnons sont aujourd'hui à peu d'années de la retraite. Il n'y a pas de relève, d'autant moins que les entreprises ont une liste de gens potentiellement subversifs et évitent de les employer. A Coca, on n'est plus que 32 syndiqués. Dans tout le pays, 3% seulement des travailleurs sont syndiqués. La peur des licenciements, ou pire, n'incite pas les salariés à se joindre à nous.

Coca se vante d'avoir dépensé des millions pour aider les populations. En fait la multinationale a seulement offert des produits périmés. Un gars du quartier s'est retrouvé le visage paralysé après un Sprite pourri...

Coca est une entreprise de malins ; tout ce qui sort des entrepôts est déjà vendu aux intermédiaires par le système de pré-vente aux tiendas [6] qui, en cas d'inventus au consommateur ou de changements de commandes de dernière minute, en auront pour leurs frais. Toutes les grosses entreprises ont le même genre de pratique. Le plus extrême concerne la vente des sachets d'eau ; si un revendeur n'écoule pas son stock, il doit rendre les sacs et en plus les payer, pour apprendre ! Tout ce système crée un climat de tension entre les revendeurs de différent statut (ambulante, tienda, tiendita...) plutôt qu'une révolte contre les entreprises qui les maintiennent en situation de dépendance.

Il y a eu une tentative d'appliquer ce système à la consommation d'électricité peu après la privatisation par la compagnie espagnole Unión Fenosa. Un responsable devait être désigné pour la consommation de chaque quartier. Cette personne tiendrait le compteur communautaire, payerait chaque fois la note et s'arrangerait ensuite pour se faire payer par les autres usagers. Une fois encore, l'entreprise fournit la marchandise et puis ne se préoccuperait de plus rien d'autre. L'intermédiaire devait assumer cette responsabilité risquée ainsi qu'un rôle de surveillance. Dans le cas de l'électricité, comme cet intermédiaire devait prouver sa solvabilité à la compagnie, il aurait probablement dû hypothéquer sa maison ! Nous avons lutté contre toute cette histoire, en arrachant les compteurs soit-disant communautaires. Elle n'a pas pu prendre forme. Le service public électrique c'est à l'Etat de le prendre en charge.

En plus de la privatisation des services d'électricité, d'eau, de santé et d'éducation, la raffinerie pétrolière de Cartagena est aussi en vente. Les compañeros de l'USO (Union Syndicale Ouvrière) des entreprises pétrolières d'Etat mènent une forte résistance. Leur lutte est constante et la répression se fait sentir. L'un d'eux a été victime d'un attentat en plein centre ville historique il y a quelques mois. Les balles qui l'ont traversé n'ont heureusement pas été mortelles et le compañero continue son travail politique. Dans ce contexte d'ouverture économique, l'USO mène une lutte de longue haleine contre la privatisation de notre ressource naturelle [7].

Comme partout, il y a des problèmes de sécurité. La côte est bien tenue par les paracos pour des raisons évidentes de contrôle de la mer. Je ne sais pas si vous avez remarqué, dans les bus personne ne parle, c'est parce que tout le monde se méfie de tout le monde. Il y a des mouchards dans les transports. Les revendeurs du

centre-ville aussi donnent des infos ; en échange on les laisse vendre dans les rues touristiques. De manière générale, il y a de plus en plus de contrôle dans la ville, avec entre autre l'installation de caméras, qui servent pour surveiller et/ou faire des montages [8].

Au syndicat, on est tous menacés. J'ai perdu une fille et un frère à un moment où j'étais assez en avant. Hier encore un compagnon du Parti Communiste s'est fait abattre à Baranquilla. C'était un leader syndical qui rendait visite à une communauté. Nous, on refuse les escortes [9] parce qu'il n'y a plus le droit de se faire escorter par des compagnons, donc ce serait un gars du DAS [10] qui resterait 24h/24 avec nous, ce qui implique un réel danger de surveillance. Ne nous étonnons pas, l'Etat ne va pas dépenser des millions pour rien, il faut que ces protections soient rentables. De plus, ces escortes créent une grosse barrière avec les gens des quartiers qui n'osent pas s'approcher de peur d'être assimilés à des gens se trouvant dans la ligne de mire de l'Etat. D'habitude je sors peu au centre-ville et je vais rarement au bureau du syndicat. On bosse beaucoup dans notre quartier et on se protège mutuellement. On est quelques compagnons à habiter dans le même pâté de maisons. On fait un travail important dans notre quartier. On a par exemple installé les égouts nous-même, on a fait une campagne gratuite de santé.... on vit là, avec les gens, on a les mêmes histoires. Dans mon quartier précédant en 1986, c'est nous qui avons mis l'électricité en tirant des câbles. D'un coup il y a eu la lumière dans une rue. Personne n'a dormi cette nuit-là. C'était la première fois, en 18 ans d'existence du quartier, qu'il y avait de la lumière. Je ne suis pas alcoolique mais ce soir-là c'était impossible de refuser les bières... C'était un quartier né de l'immigration des déplacés, un quartier d'invasion [10]. Un quartier créé par des prolétaires chassés qui arrivent et s'installent en périphérie de la ville. Je n'aime pas trop le terme d'invasion, dénigrant, comme s'il n'y avait aucune légitimité à s'installer où on peut.

Dans nos quartiers, on nous oblige à construire sur toute la surface, on ne peut plus avoir de petit jardin, sinon on paye plus d'impôts. J'ai quand même gardé deux goyaves, un citronnier, du yuca, des bananes plantain...

Cela nous amène au problème du manque de possibilité de subvenir à ses besoins seul. Dans le quartier, il y a tout de même quelques potagers plus ou moins collectifs, mais peu. Cela fait aussi partie de notre travail. On a aussi créé une coopérative avec le syndicat.

On essaye également de pousser les prolétaires à regarder ce qu'ils mangent, d'où ça vient, ce qu'il y a dedans. 80% de ce qu'ils achètent est de l'importation et 20% vient des grandes exploitations.... On constate aussi que les maladies dues à la bouffe de merde se multiplient. On aimerait aussi tout simplement donner l'habitude de lire avant de consommer. Une fois j'ai suivi un camarade qui avait trouvé du riz vraiment pas cher. J'ai regardé aussi, pas de doute, le même riz que d'habitude, beaucoup moins cher, puis j'ai fini par lire en tout petit qu'il y avait 100g de moins par paquet. C'est con, mais c'est un exemple d'arnaque et de possibilité de se renseigner.

On fait un travail important d'éducation populaire, mais il faut y aller tranquillement, petit à petit. En ce moment avec des compagnons d'autres syndicats, on fait des sancochos [11] communautaires dans des quartiers pauvres. On prend la nourriture en charge, on l'amène, et on essaye que les gens s'agrègent et se mettent à la cuisine avec nous. Ca marche bien, même si, bien sûr, il faut faire attention à ce qu'on dit et fait pour des raisons de sécurité (mouchards, paracos). On organise ça le dimanche, le seul jour où on ne travaille pas, et le jour où il y a le plus de chance de trouver les gens dans le quartier. Des fois, on se réunit aussi avec eux, le soir après leur travail et le nôtre. Dans ces quartiers les gens qui bossent sont vendeurs de rue.

Dans ces quartiers « d'invasion », lorsqu'il y a des menaces d'expulsion de terrains, on organise des réunions pour expliquer comment on peut résister, pareil pour des problèmes avec les fournisseurs d'eau, d'électricité...

Nous sommes au Foco Rojo, un quartier populaire d'invasion sur les marécages. Pour s'installer, les gens ensemble achètent du gravas, en remplissent le marécage sur des petites zones et construisent ensuite. Ce quartier existe depuis 45 ans, il y a eu une nouvelle vague d'immigration il y a 25-30 ans. Aujourd'hui encore des gens s'y installent. Il y a peu de maisons en dur et quasi aucune ne possède un sol en dur. Le terrain étant fait de gravas, il est évidemment impossible de cultiver, même un petit potager. L'Etat a fait construire une nouvelle route qui longe le marécage, entre le quartier et la lagune marécageuse ; c'est une route qui doit permettre de relier le centre et le « nuevo centro america », un méga projet immobilier et sportif. Du coup les eaux sales ne peuvent plus sortir car cette route fait digue ; le canal d'évacuation pour recevoir l'eau usagée n'a pas été construit. C'est pour cela qu'il y a de l'eau stagnante partout : au pied des maisons, dans les cours, dans la rue, les égouts sont à ciel ouvert. Le paludisme est revenu dans ce quartier, les serpents sont un danger permanent, sans parler de toutes les maladies dues à ce manque d'hygiène... imaginez, les égouts partout ! Quand il pleut, c'est le déluge ; il y a des inondations partout, les gens se réfugient dans le collège qui ne tarde pas très longtemps avant d'être inondé à son tour. Depuis la dernière inondation, il n'y a plus de poste de santé municipal ; aujourd'hui le quartier ne bénéficie d'aucune structure de soins de proximité. Une touche de cynisme supplémentaire : quand la ville construit une nouvelle avenue, tous les quartiers autour doivent payer un nouvel impôt, parce qu'ils bénéficieraient évidemment de cette nouvelle artère.

Cette route a donc été construite sans creuser un canal de remplacement pour recevoir l'eau usagée. Peut-être qu'ils le feront plus tard, et utiliseront ce prétexte pour évacuer des gens. C'est une lutte de faire reconnaître sa présence par les autorités, d'avoir une reconnaissance légale des parcelles.

Une femme raconte : « Ici, il y a un compteur d'eau communautaire. On l'a déconnecté parce qu'on n'a pas les moyens de payer quoi que ce soit. C'est un compteur qui calcule l'eau qui arrive et celle qui sort, sale. Tu payes deux fois. Maintenant que la surface de sol est « solide », l'Etat veut nous virer, pour rentabiliser. On nous propose des relogements mais on ne peut rien payer. Il y a peu, des familles sont revenues d'un relogement, elles n'arrivaient pas à payer le loyer. Souvent les relogements se font dans des quartiers classés dans un niveau social plus haut, donc il est impossible d'assumer les coûts des charges, qui varient selon le niveau social de ton habitation. On ne bougera pas sans la certitude qu'on nous donne le titre de propriété. »

Bientôt il va y avoir des élections, il y a un candidat de gauche et la consigne au syndicat est de faire campagne pour lui. Le problème c'est que les élections, on n'y croit pas. La gauche qui veut ça ne fait aucun travail de base. Quand ils viennent dans les quartiers c'est pour serrer des mains, ou pour faire des promesses qu'ils ne pourront pas tenir. Avec leur escorte en plus, on dirait des martiens, cela crée une distance avec les gens des quartiers, aucune crédibilité. Ce sont des bourgeois, ou alors ils sont éloignés de la réalité de la base... La seule chose que l'on pourrait tirer des élections serait de faire sortir des problèmes au grand jour, de faire des campagnes de dénonciation. Aujourd'hui il n'y a pas les conditions ici pour faire une lutte électorale intéressante, il faut d'abord un travail de base.

[1] www.sinaltrainal.org

[2] TLC : Traité de Libéralisation du commerce au profit unilatéral des USA et aux dépens du pays d'Amérique latine signataire. Le TLC se comprend comme un morcellement de l'ALCA (traité précédant : Zone de Libre Echange des Amériques) qui se trouve dans une impasse. Malgré une importante résistance populaire, ces traités sont sur le point d'être signés.

[3] Agua de panela : Eau chaude dans laquelle sont dilués des blocs de sucre de canne, boisson typique colombienne.

[4] Paracos : Paramilitaires. Ils sont le bras armé des gros propriétaires, des entreprises et des multinationales. Ils sont organisés par l'armée colombienne et exécutent les tâches que la police et l'armée ont

du mal à assumer officiellement : nettoyage social, contrôle de territoires, expropriations au profit des classes dirigeantes, assassinats de syndicalistes, de paysans, d'indigènes, et de tout opposant au développement économique du pays voulu par ceux qui les emploient.

[5] 2700 pesos valent 1 euro en août 2005.

[6] Tienda : Epicerie de quartier. Elle se tient souvent dans une pièce de la maison du commerçant ; ce commerce est un moyen de subsistance pour beaucoup de Colombiens.

[7] Quelques mois plutard, 5 syndicalistes de l'USO (dont celui victime de l'attentat) ont entamé une grève de la faim en novembre 2005. Avec le soutien d'étudiants et ouvriers qui ont occupé simultanément une église comme action solidaire et pour augmenter la pression, cette grève de la faim a conclu avec l'ouverture d'une table de négociation ouverte pour élargir le débat autour de la vente de la raffinerie.

[8] Montage : Pratique policière universelle et très courante en Colombie qui consiste à créer des preuves ou des délits pour monter un dossier d'accusation contre un opposant. Elle s'exerce surtout par la manipulation d'images et de faux témoins qui sont pléthores dans les arrestations et qui ne se présentent jamais aux procès. Ainsi cela permet de garder les gens en taule en préventive pendant une année, voire deux, sans preuves

[9] Escorte : A cause de toutes les dénonciations pour non-protection des gens menacés, l'Etat colombien s'est vu obligé par l'OEA (Organisation des Etats Américains) de fournir des mesures de protection aux personnes qui arrivent à prouver qu'elles sont l'objet de menaces : talkie-walkie, voiture blindée, garde du corps, arme. Le cynisme de la chose est que les gens protégés sont menacés par ce même Etat. Evidemment, le gouvernement le fait pour se donner une vitrine démocratique. En fait, généralement les gardes du corps sont des membres du DAS (voir note suivante). Ou alors, parfois, ce sont des personnes de l'organisation menacée mais formées par le DAS et qui doivent rendre des rapports à ce dernier.

[9bis] DAS : Département Administratif de Sécurité. C'est la police politique colombienne ; elle gère aussi d'autres aspects comme l'immigration...

[10] Quartier construit sur des terrains occupés soit à des propriétaires privés soit en bordure de canaux ou marécages sur des lieux insalubres inaptés à l'habitation.

[11] Sancocho : Soupe typique colombienne, souvent assez riche ; chaque région a son sancocho.

AGRICULTURE DANS LA VILLE POUR VIVRE L'AUTOGESTION: une rencontre avec le collectif « ciudad autogestionaria »

Depuis quelques années, pour faire face à l'exode rural massif et à la croissance démesurée des cordons de misère dans la périphérie des villes latino-américaines, l'agriculture urbaine apparaît comme une alternative pour satisfaire les besoins alimentaires des quartiers populaires. Cette pratique est une réponse à la crise économique, accentuée par les politiques néolibérales ainsi que par l'ouverture des frontières au capital et entreprises multinationales, qui a fragilisé les productions locales.

Cuba était fortement dépendante du marché du bloc socialiste et la crise économique causée par la chute du mur a poussé les habitantEs de toutes les villes et villages à cultiver sur les terrains vagues, leurs terrasses ou dans des pots. Les résultats positifs ont conduit l'Etat cubain à en faire un axe central de la politique de sécurité alimentaire et à exporter son expérience auprès de gouvernements sociaux-démocrates du continent comme le Venezuela.

D'autres gouvernements locaux des métropoles latino-américaines, ainsi que des mouvements sociaux et populaires des périphéries, multiplient aujourd'hui des expériences d'agriculture urbaine.

En Colombie, l'agriculture urbaine est une politique présente dans la plupart des villes. D'importantes dynamiques d'autoproduction alimentaire se mettent en place sur les terrasses des maisons (en chantier permanent) des quartiers populaires, sur les terrains vagues qui délimitent les zones urbaines et rurales, ou encore sur quelques mètres carrés dans les patios familiaux.

Toutefois, dans le contexte du conflit social, l'agriculture urbaine se trouve être soit un outil de travail pour dynamiser l'organisation et la résistance populaire, soit le fer de lance des politiques sociales démocrates. Par ce biais, ces dernières cherchent à contrôler et à institutionnaliser toutes initiatives d'autodétermination, transformant ainsi la production agroalimentaire urbaine en un processus assistancialiste qui profite de la problématique de la faim dans les secteurs exploités.

A Bogota, nous avons rencontré ces diverses dynamiques dans les espaces de promotions de l'agriculture urbaine de la mairie et du jardin botanique, ainsi que dans des projets de renforcements de processus d'émancipation autogérés par les associations d'habitantEs.

Le discours des institutions est essentiellement de lutter pour la sécurité alimentaire de la population. Cela donne divers projets qui finissent tous par servir le même objectif : justifier les politiques sociales des différentes tendances au pouvoir dans les régions et les municipalités. Tous ces projets créent une dépendance aux financements institutionnels ou des ONG et en aucun cas ils n'analysent les causes de cette même « insécurité alimentaire »², ni ne remettent en cause l'Organisation Mondiale du Commerce comme facteur de cette situation sociale et alimentaire. Ils ne donnent pas non plus les moyens aux populations concernées de gérer ces problématiques de manière autonome.

Cependant il existe des projets qui essaient de proposer d'autres pratiques, d'autres manières de s'organiser et de lire la réalité. Des expériences issues de l'exode d'indigènes qui cherchent à perpétuer leurs pratiques traditionnelles, comme les Kankuamos de la Sierra de Santa Marta obligéEs de se réfugier dans la capitale à cause des massacres et des persécutions paramilitaires sur leur territoire. Cette communauté se retrouve chaque dimanche autour d'un jardin collectif et autogéré en bordure de la ville. D'autres projets, comme ceux de l'Organisation Féminine Populaire, se centrent sur le rôle des femmes dans le soutien de la famille et des communautés dans les secteurs défavorisés. Ici souvent ce n'est plus l'argument de sécurité alimentaire qui prime, mais plutôt celui de souveraineté ou de résistance alimentaire. Ces expériences tentent d'avoir une lecture globale de la problématique sociale colombienne. Elles regardent la problématique urbaine représentée par la fracture qui existe entre la campagne qui n'est plus qu'un lieu de production alimentaire et d'intérêt

² Ce concept a été introduit et utilisé par la FAO (Food and Agriculture Organisation) ; cet organisme des Nations Unies discute et planifie les politiques en matière d'agriculture et dicte des solutions au problème de la faim à travers sa politique de sécurité alimentaire.

économique crucial, et la ville, lieu où les populations sont entassées, contrôlées et n'ont plus aucun lien direct avec la satisfaction de leurs besoins élémentaires. Elles ne sont plus que les masses laborieuses et consommatrices du capital.

Nous nous sommes rapprochés du collectif « Ciudad Autogestionaria » qui développe depuis quelques années des jardins urbains parallèlement à une réflexion politique sur l'agriculture dans la ville ; l'objectif de ce collectif est de résister à l'institutionnalisation de la lutte et de vivre l'autogestion communautaire.

« Ciudad Autogestionaria » est un collectif d'étudiants en agronomie et sciences humaines qui se sont retrouvés pour mettre en pratique leurs connaissances académiques et les transformer en outils politiques avec les communautés pour repenser la ville sur des bases d'autonomie et de résistance. Voici quelques questions et réponses que nous avons partagées avec euxLLES :

Quels sont les éléments principaux qui vous ont amené à penser à une agriculture dans la ville ?

Le premier élément est sûrement l'aliment en soi et la réflexion qui l'accompagne sur la nourriture que nous consommons, les OGM, les produits agrochimiques (pesticides, engrais, etc.), la faim. Cet ensemble, couplé à la recherche d'alternatives urbaines, est amené dans la ville comme un outil d'action collective des habitants des quartiers populaires. La production des aliments que nous consommons nous conduit à des pratiques autogestionnaires qui, d'une part, répondent aux difficultés qu'ont les classes populaires à accéder à la nourriture, et d'autre part, servent à obtenir des aliments de meilleure qualité que ceux que ce système productif impose aux défavoriséEs.

De plus, l'agriculture urbaine permet l'appropriation du territoire par l'utilisation des espaces et des potentiels humains et matériels des quartiers. Ensuite, elle rend possible la récupération des traditions que les populations déplacées et les migrations amènent depuis la campagne³.

La possibilité d'utiliser, dans les espaces urbains, des recoins oubliés, de préparer le sol, d'occuper des terrasses, de remplir des bouteilles plastiques avec des choux, des carottes, des salades, des oignons, de faciliter les espaces de rencontre entre voisins, permet de comprendre l'agriculture dans la ville comme une action-réflexion face au problème alimentaire.

D'autre part avoir un jardin collectif et s'y retrouver entre voisinEs, échanger les histoires de quartier, parler de la vie et des problèmes familiaux, se raconter les traditions en même temps que l'on travaille avec des pelles, des houes, que l'on sème ou que l'on partage un repas, engendre une dynamique de construction du tissu communautaire.

Un dernier élément qui a motivé la pratique de l'agriculture dans la ville, est de pouvoir partager et confronter les connaissances acquises à l'université. Cela génère un processus de recherche autour de l'agriculture biologique en récupérant les savoirs populaires, en échangeant et en construisant des connaissances avec d'autres expériences dans la ville.

Comment l'agriculture urbaine vous permet-elle de développer une dynamique de rencontre et d'organisation populaire dans les quartiers ?

Penser à la viabilité d'un projet autogestionnaire en ville, qui recherche l'autonomie alimentaire et se matérialise en pratique d'agriculture, nécessite une base fondamentale : l'organisation.

L'agriculture devient souvent un prétexte pour mettre en évidence d'autres problématiques du contexte urbain et chercher des points de rencontre et d'action commune.

Evidemment, ces dynamiques ne sont pas faciles à construire. Plusieurs situations expliquent cette difficulté en commençant par l'apathie des communautés vis-à-vis des organisations de quartier qui doivent faire face au sectarisme et à la manipulation des « Juntas de Acción Comunal »⁴. Bien que les JAC soient apparues comme

³ Aujourd'hui la Colombie compte près de 3 millions de personnes déplacées par la force dans les dernières décennies qui ont grossi les zones périphériques des villes. Ce chiffre situe le pays dans les premiers rangs au niveau mondial en ce qui concerne les déplacéEs qui ont laissé leurs terres, sujettes aux intérêts des secteurs économiques voulant développer des mégaprojets et spolier les ressources naturelles qui s'y trouvent.

des initiatives des communautés, l'Etat a fini par les légaliser et aujourd'hui, dans la plupart des cas, au lieu d'être autonomes, elles sont contrôlées et réglementées par le système.

Par ailleurs, la dynamique même de la ville, les grandes distances entre les logements et les lieux de travail, les nécessités basiques insatisfaites, absorbent le temps et nient les possibilités de rencontre collective.

A cela s'ajoutent encore les imaginaires de la société de consommation qui prône une vie individualiste reposant sur l'avoir ainsi que les aspects matériels et laissant de côté les relations sociales.

Et finalement, la terreur imposée par le contrôle paramilitaire dans beaucoup de quartiers populaires des villes colombiennes constitue un dernier obstacle à l'organisation communautaire. Les paramilitaires ont cherché dès la fin des années 90 à étendre leur contrôle territorial dans les secteurs périphériques pour freiner les actions émancipatrices de ces quartiers. Il y avait aussi la volonté de déplacer les guérillas qui, profitant de l'absence de l'Etat dans ses dimensions sociales, ont historiquement développé leur travail de base dans ces zones ; aujourd'hui ces dimensions sociales sont toujours inexistantes. Le second paramètre qui a facilité la présence des guérillas était l'absence de l'appareil répressif à l'intérieur de ces quartiers. Ce n'est plus du tout le cas à présent avec l'apparition des postes de police et des nouvelles bases militaires et la prolifération des sociétés de surveillance privée, nourries par la légalisation des paramilitaires.

L'organisation est un processus que les gens doivent s'approprier en comprenant que c'est un moyen pour faire face à leurs problèmes et construire du pouvoir depuis les communautés. Avec le sens d'appartenance et de défense du territoire collectif et la construction d'une identité politique et culturelle propre aux habitants du lieu, l'organisation est le troisième élément de renforcement de l'autonomie et du pouvoir populaire.

En principe, on a pensé à des formes d'organisation autour de la production agroalimentaire, nourries par les efforts collectifs, avec la participation de chacun et chacune selon leurs temps et disponibilités. Cependant, ces initiatives demandent de renforcer le tissu communautaire pour que ce processus puisse fonctionner réellement et que se développe ainsi la notion du collectif.

Comment faites-vous le lien entre l'agriculture dans la ville, le savoir populaire, la culture alimentaire et la résistance alimentaire ?

Dans la proposition d'une agriculture dans la ville, une des stratégies est de faire des ateliers théoriques/pratiques qui, avec le regard de l'éducation populaire, partent de la réflexion sur la réalité des habitantEs urbainEs. Outre le volet d'analyse face au thème alimentaire au niveau local, national et global, ces ateliers permettent l'échange de savoirs sur les techniques artisanales de production de nourriture, sur les recettes alimentaires traditionnelles et sur les médecines populaires.

Beaucoup des personnes âgées qui vivent dans les villes, ont été expulsées des campagnes par la violence du milieu du siècle. La plupart d'entre euxLLES ont amenéEs des us et coutumes paysannes, concernant leur manière de s'alimenter et leur relation à la terre. Certaines de ces personnes entretiennent des parcelles cultivées ou tout simplement, selon leur moyen, quelques plantes dans des recoins de la maison. Il n'existe pas de vision unique et absolue pour semer et cultiver un aliment, ainsi, souvent, des débats surgissent. Cela enrichit énormément les connaissances et crée des défis que l'on relève avec la pratique même. Par exemple, dans les quartiers populaires du sud de la ville⁵, quand il y a une forte douleur de ventre on a recours à la menthe et pour tous les rhumes, il y a le sureau et le thym. Ces connaissances se confrontent aujourd'hui à l'utilisation des médicaments, ou à l'oubli, quand la tradition orale n'a pas été assez forte.

Projetez-vous l'agriculture dans la ville comme un outil de transformation de cette dernière ?

⁴ Comité élu dans chaque quartier ou communauté rurale. Ce vote se réalise grâce à des assemblées internes et le but de ce comité est d'organiser les activités communautaires et de les représenter devant les institutions étatiques.

⁵ La population est répartie dans la ville de Bogotà selon la classe sociale : les quartiers du nord sont pour les résidences et centres financiers des bourgeois, alors que dans les quartiers du sud s'entassent les masses populaires.

Ce n'est pas l'agriculture urbaine en soit qui engendre une transformation sociale mais l'implication des habitantEs dans cette dynamique. Les principes de cette transformation reposent donc sur la participation des habitants dans la production des aliments dont ils ont besoin. Nous devons prendre en compte que les périphéries de nos villes sont peuplées par des familles qui ont dû laisser leurs terres et l'agriculture pour s'installer sur les flancs de montagne qui bordent les villes, ou dans un quartier construit sur des terrains occupés. ILLEs font partie aujourd'hui de la multitude de chômeurSEs, de vendeurSEs ambulanteS, d'employés d'entreprises de sécurité privées ou de domestiques dans les bâtisses des quartiers riches. Cette population a laissé la campagne et sa tradition agricole pour le rêve du « développement » industriel ou à cause du contexte de guerre qui l'a dépossédée de son territoire car ce dernier répond à l'intérêt des secteurs économiques recherchant de plus grands profits. Ces femmes et hommes se retrouvent à se débattre dans la jungle de ciment de la modernité et du développement aux côtés d'une nouvelle génération qui n'est jamais sortie de la ville, qui ne connaît ni l'odeur ni les couleurs de la campagne et dont l'entourage se réduit à la démerde, au vol, à la violence et à la répression, vécus individuellement.

Nous devons réfléchir nécessairement à la forme dont les habitantEs des quartiers populaires des villes ont construit leur relation avec leur territoire. Quelles sont ces relations ? Comment s'approprier du territoire au milieu de la jungle de ciment et de production de capital que représente la ville ? Quelle ville voulons-nous ?

Ces interrogations montrent que la ville existante nie les traditions, les formes de vie et d'être des quartiers populaires. Elle nie et élimine ses habitantEs des politiques de logement, d'éducation, de santé, de participation organisationnelle. Pourtant, elle compte sur euxLLES pour obtenir leurs votes lors des périodes électorales et aussi comme force de travail pour soutenir l'autre ville, la ville propre, la ville des banques et des finances, la ville où transitent les marchandises, la ville des communications, la ville consommatrice.

Le jardin, en particulier celui qui est collectif, est un exercice de reconnaissance de ce que nous sommes, de ce que nous avons et surtout de l'existence de nos voisinEs et du territoire que nous habitons.

Nous participons touTEs d'un même espace. Le territoire est un élément qui unit les différences sans les homogénéiser, car il prend en compte les divergences pour les faire dialoguer autour d'intérêts communs. L'utilisation collective de nos ressources est précisément une forme d'exercer l'autonomie. La notion du collectif doit faire partie de l'organisation communautaire pour alimenter les dynamiques de transformation de la réalité et abattre les relations d'exploitation qui se manifestent soit par l'exclusion des droits sociaux soit par la servitude au secteur du pouvoir. L'organisation communautaire est le pilier de ce processus de changement et pour cela nous devons récupérer l'histoire des luttes urbaines, des occupations de terres, des luttes pour un toit, pour l'accès à l'eau et à l'électricité. Nous devons récupérer l'histoire de la ville, celle des dynamiques communautaires, des organisations de quartier, de la construction de dignité.

Le chemin consiste à récupérer la mémoire collective de la ville à travers des actions pratiques qui nous permettent de mettre en évidence ces processus de transformation sur lesquels nous misons. L'organisation populaire se consolidera ainsi en tant que sujet politique libérateur.

En plus, l'agriculture dans la ville regroupe des actions de transformation de l'espace, de l'esthétique urbaine, des relations avec la nourriture, de l'identité et de l'appropriation du territoire. Notre pratique de l'agriculture dans la ville travaille à la rupture de la chaîne capitaliste : la production, la commercialisation et la consommation des aliments. La rupture prend forme à travers respectivement, la production de manière autonome de quelques denrées agroalimentaires, la transformation du commerce capitaliste en pratiques d'échange ainsi que la récupération et consommation de produits propres aux cultures agroalimentaires autochtones et exclus du marché. L'autoproduction alimentaire renverse les rapports sociaux et tend à éliminer l'exploitation en ouvrant les sentiers de l'autogestion.

L'agriculture en ville n'est-elle pour vous qu'un outil ou est-elle aussi une nouvelle forme de penser, construire et produire dans la ville, pour renverser les relations de pouvoir actuelles ?

L'agriculture urbaine en elle-même, n'est rien d'autre qu'un outil qui dépend de qui l'utilise et pourquoi. Par exemple, le programme gouvernemental de la municipalité de Bogotá, « Bogotá sin hambre », pose

l'agriculture urbaine comme une stratégie pour combattre la faim dans la ville. Pour cela il propose des formations techniques destinées à des groupes d'habitants, en même temps que des centres d'approvisionnement, dont les propriétaires sont deux chaînes de supermarchés multinationales.

Dans ce cas on peut voir l'agriculture urbaine comme un outil qui ne permet pas de créer des processus organisationnels autonomes mais qui, au contraire, obéit aux politiques étatiques et mercantiles. Elle légitime ainsi les décisions face au système de commercialisation des aliments, en même temps qu'elle utilise une façade de participation communautaire à partir de formations techniques, qui en aucune manière ne transforment les relations de pouvoir. Elle répond à une crise humanitaire de malnutrition urgente mais ne permet pas l'émancipation des sujets populaires et en fait des instruments des bonnes intentions de l'Etat.

Face à cette perspective, nous avons une conception différente, plus que d'agriculture urbaine il s'agit de construire et de générer des pratiques d'agriculture dans la ville. C'est une possibilité de se différencier de l'agriculture comme politique construite par l'Etat. L'agriculture dans la ville se réfère aux actions autonomes des communautés ou des habitants urbains face à la faim et au besoin de consommer des aliments sans produits chimiques.

Inévitablement, pour arriver à une agriculture qui réponde à ces besoins c'est tout un processus. Il faut donc réfléchir collectivement au problème global, à la chaîne de production-commercialisation et consommation des aliments. A partir de cette réflexion émergent d'autres pensées sur les conditions de vie dans les périphéries des villes, sur l'exclusion, qui permettent de revendiquer les luttes et les occupations dans la ville. Depuis ce point de vue nous pouvons commencer à imaginer une transformation des relations de pouvoir. D'une certaine manière, face au problème de l'alimentation, cela permet de perturber la chaîne de production, commercialisation et consommation, qui établit les frontières entre la campagne et la ville, frontières qui créent des relations inégales non seulement en termes de production, mais aussi de consommation. On passe ainsi d'une réponse à nos maux de marginalisés à une action de résistance.

*Herminda de la Victoria
murió sin haber luchado
derecho se fue a la gloria
con el pecho atravesado.*

*Las balas de los mandados
mataron a la inocente
lloraban madres y hermanos
en el medio de la gente.*

*Herminda de la Victoria
nació en el medio del barro
creció como mariposa
en un terreno tomado.*

*Hermanos se hicieron todos,
hermanos en la desgracia
peleando contra los lobos
peleando por una casa.*

*Hicimos la población
y han llovido tres inviernos,
Herminda en el corazón
guardaremos tu recuerdo.*

Herminda de la Victoria
(Alejandro Sieveking - Víctor Jara, 1972)